

Une croissance au ralenti l'année prochaine

• Le HCP prévoit 2,9%, soit 1,1 point de moins qu'en 2017

• Légère reprise de la demande extérieure

• Le taux de chômage baisserait de 0,5 point en 2018 à 10,2%

LA poussée de la croissance à 4% prévue pour 2017 par le Haut commissariat au plan ne risque pas de se maintenir l'année prochaine. Les premières projections, qui se basent sur l'hypothèse d'une campagne agricole moyenne, d'un cours du pétrole de 56 dollars et d'une amélioration de la demande adressée au Maroc de 4%, laissent entrevoir un coup de frein.

La croissance va ralentir à 2,9% sous l'effet d'une baisse de la valeur ajoutée agricole et d'une hausse modérée des



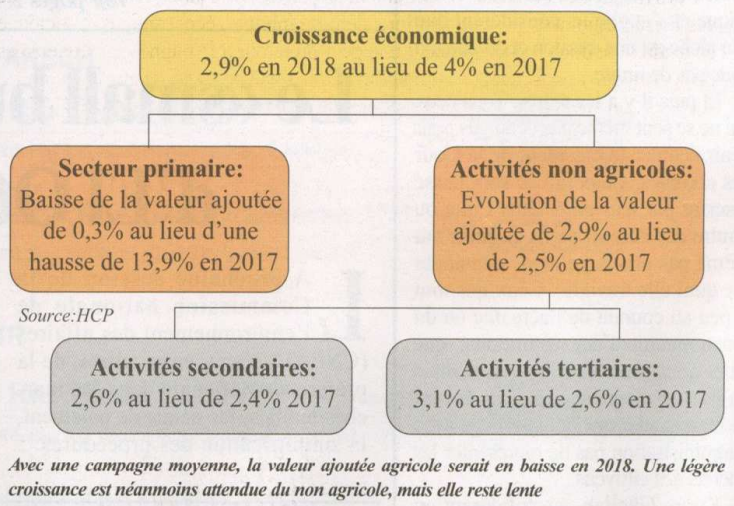
autres secteurs. Dans le détail, une production céréalière moyenne se traduirait par un effondrement de l'activité primaire: recul de 0,3% contre une hausse de 13,9% en 2017. Néanmoins «la consolidation des activités des autres cultures et de l'élevage vont atténuer le fléchissement de la production

céréalière», explique Ayache Khellaf, directeur de la prévision et de la prospective au HCP (voir aussi page 3).

Les secteurs secondaire et tertiaire connaîtraient une croissance modérée de la valeur ajoutée: 2,9% au lieu de 2,5% en 2017. Un niveau qui reste inférieur à la moyenne enregistrée sur la période 2008-2012. Cette croissance modérée est attribuée à la reprise de la demande adressée au Maroc (même si elle est jugée lente) alors que la demande intérieure ralentit. Celle-ci continuera à soutenir l'activité en 2018, mais sa contribution à la croissance

de la demande extérieure redeviendra positive: 0,2 point contre un recul du même ordre en 2017. Le HCP s'attend à une hausse plus importante du volume des exportations (6,9%) que des importations (4,9%). Aux prix courants, les exportations devraient augmenter de 5,7% et les importations de 5,2%. Ce qui se traduirait par le maintien du déficit en ressources à 13,6% du PIB alors que le déficit commercial (en dehors des échanges de services) se maintiendrait à près de 18,8% du PIB. Une situation qui suscite les commentaires du Haut commissaire au plan: «Le faible

La croissance dépend toujours de la pluviométrie



sera moins élevée: 2,7 points contre 4,3 points en 2017. Ainsi, la consommation finale nationale devrait augmenter de 3% et participer pour 2,3 points à la croissance économique en 2018.

A elle seule, la consommation des ménages augmenterait de 3,2% en volume et contribuerait à hauteur de 1,8 point à la croissance du PIB. L'investissement brut s'accroîtrait en volume (1,2%) et sa contribution à la croissance ne dépasserait pas 0,4 point contre 1,7 point en 2017. L'année prochaine, la contribu-

niveau de diversification et de compétitivité de l'offre nationale se retrouve au cœur des fragilités de la demande, laquelle continuerait à être le moteur de la croissance». Elle aura un impact notamment sur l'emploi et accentuera la dépendance de la demande intérieure des importations. En tout cas, le taux de chômage pourrait rester au-dessus de la barre des 10%: 10,2% en 2018 contre un taux prévu de 10,7% en 2017 et 9,6% en 2016. □

K. M.



Le HCP relève ses prévisions et tacle le gouvernement

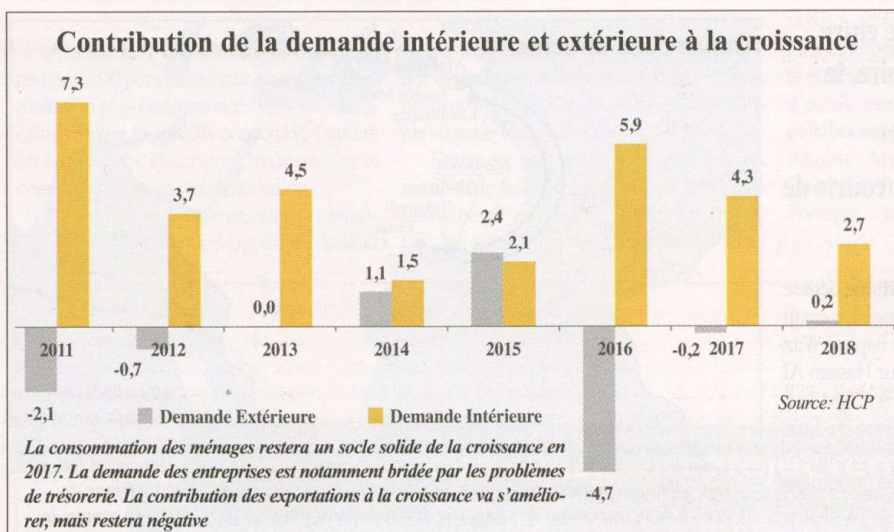


• 4% de croissance en 2017 au lieu de 3,6% anticipée en janvier

• La déception vient toujours des activités non agricoles

LE PIB progressera de 4% en 2017 selon les prévisions actualisées du Haut commissariat au plan (HCP) présentées mercredi 5 juillet à Casablanca. Il est plus optimiste qu'en janvier où il anticipait une hausse de 3,6% de l'activité. La présentation de la situation économique 2017 et les perspectives 2018 par Ahmed Lahlimi Alami commencent par une observation à l'endroit des autres organismes de prévisions. Mais c'est surtout le gouvernement qui était visé. Au fond, le HCP relève que ses prévisions sur la croissance sont les plus faibles. Sur les six dernières années, l'écart entre les projections et les réalisations s'est établi en moyenne à 0,17 point pour le HCP contre 0,25 point pour la Banque mondiale et 0,72 point au niveau du gouvernement.

L'autre message dans ce benchmark est que le gouvernement et le FMI sont systématiquement (depuis 2012) plus optimistes



point noir pour l'économie, constate Lahlimi. Les raisons se trouvent en premier dans sa faible diversification et une organisation qui fait que les capitaux s'orientent vers des activités peu créatrices de valeur. «En l'absence de diversification des activités non agricoles et d'augmentation de leur compétitivité, la croissance restera dépendante des conditions météorologiques avec un score

profiter du dynamisme de la consommation des ménages. C'est l'un des points positifs dans la conjoncture et la demande des ménages continuera à être un moteur solide de la croissance à l'avenir. Il reste que le bon comportement de la consommation des

ménages profite beaucoup aux entreprises étrangères. Cela se voit au niveau des importations. En dix ans, la facture globale des importations a augmenté de 57%. Les exportations se sont mieux comportées sur la période, mais le rythme de progression n'est pas assez soutenu pour atténuer le déficit. Il équivaut à 19% du PIB à fin 2016. Le commerce extérieur est le talon d'Achille de l'économie. La contribution des exportations à la croissance va s'améliorer en 2017 selon les prévisions, mais elle restera négative.

En 2016, cette composante avait fortement pénalisé l'évolution du PIB avec une contribution négative de 4,7 points, son plus mauvais score en six ans. □

F.Fa

Peur du déclasserement social

LA consommation des ménages est restée assez dynamique depuis 2008 avec une croissance annuelle moyenne de 4%. Cela dénote l'amélioration du niveau de vie des ménages. Pour autant, le sentiment de pauvreté n'a jamais été aussi fort que ces dernières années. «Les transitions démographique, économique et sociétale engendrent le double phénomène d'une peur du retour à la trappe de pauvreté des personnes qui y ont échappé et d'une aspiration à une promotion dans la hiérarchie sociale et un accès à de nouveaux modèles de consommation», analyse le HCP. La crainte des gens est de rester à l'écart des mutations que connaît le pays. Les jeunes en particulier aspirent à une meilleure éducation, manifestent des besoins plus importants en matière de communication, de transports ou encore de loisirs. Mais le contexte de chômage élevé et la faiblesse des revenus anéantissent ces désirs. Cela revient notamment à améliorer la qualité de la croissance, en favorisant plus de création d'emplois. «Il faudrait aussi consolider la baisse de la pauvreté par la baisse des inégalités et la cohésion sociale par la réduction des facteurs de stress social», suggère le HCP. □

sur l'évolution de l'activité. Le premier est dans son rôle, même dans un contexte difficile comme en 2016 (croissance de 1,2% contre une prévision de 3%), d'envoyer des signaux positifs. Le ministère des Finances dévoilera ses nouvelles prévisions dans les prochains jours. La loi de finances a été bâtie sur une hypothèse de croissance du PIB de 4,5%.

Les chocs, principalement les aléas climatiques, qui ont pesé sur l'économie en 2016 ne vont pas se répéter. D'où le rebond de la croissance attendu cette année. La valeur ajoutée du secteur primaire se redressera de 13,9% au lieu d'une contre-performance de 11,3% en 2016.

Le comportement des activités non agricoles reste décevant avec une croissance faible de 2,5% attendue. C'est un vrai

de 2% les années de mauvaises campagnes et de 4% pour les scénarii inverses», alerte le HCP. L'immobilier, par exemple, est l'un des secteurs qui concentrent beaucoup d'investissements, mais dont l'impact sur la croissance reste faible. La suspension des exonérations à partir de 2020 pourrait favoriser des arbitrages au profit d'autres activités à plus forte valeur ajoutée. Il faudra créer les conditions pour donner goût à la prise de risque aux investisseurs locaux. «Jusqu'à présent, le capital marocain ne s'aventure pas suffisamment vers les secteurs productifs», regrette le Haut commissaire au plan.

Dans l'immédiat, les chefs d'entreprise veulent voir de réels changements au niveau du climat des affaires, en particulier sur les délais de paiement. Ce fléau bride l'investissement et surtout empêche les entreprises de